

## LES RESSOURCES HYDRAULIQUES

DÉTOURNEMENT DE CHICAGO—DEMANDE DE REN-  
SEIGNEMENTS SUR L'EFFET DE L'AUGMEN-  
TATION PROPOSÉE

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. J. W. Murphy (Lambton-Ouest):** J'aimerais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Je regrette de ne pas l'en avoir averti, et peut-être pourrait-il considérer ma question comme un préavis et y répondre plus tard. J'aimerais d'abord savoir quelle attitude le Canada a prise au sujet du projet de détournement d'un débit supplémentaire de 1,000 pieds cubes par seconde vers le dispositif de drainage de Chicago. Deuxièmement, si ce détournement est autorisé, quel effet aura-t-il sur notre potentiel hydro-électrique et l'exploitation de la voie maritime du Saint-Laurent, et troisièmement, toujours si le détournement est autorisé, le Canada s'en tiendra-t-il au même principe ou à la même doctrine au sujet des eaux limitrophes entre le Canada et les États-Unis et des cours d'eau dont le cours supérieur est au Canada mais qui franchissent la frontière des États-Unis?

*Des voix: Feuilleton.*

**L'hon. Sidney E. Smith (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Je prends cette question comme préavis.

## L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

LA COLOMBIE-BRITANNIQUE—DEMANDE D'ASSIS-  
TANCE EN VUE D'ENRAYER LES ACTES DE  
VIOLENCE À L'INTÉRIEUR

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Stuart Fleming (Okanagan-Revelstoke):** J'aimerais poser une question au ministre de la Justice. Étant donné que des inconnus se sont livrés à trois nouveaux sabotages à la bombe dans la vallée de l'Okanagan au cours des dernières 48 heures, et que la ligne du National-Canadien a été attaquée pour la première fois, le ministre pourrait-il nous dire s'il est prêt à intervenir dans cette affaire et à chercher, en intensifiant l'activité de la police, le moyen efficace de mettre à l'abri de tout nouveau danger la vie et les biens des citoyens canadiens?

**L'hon. E. D. Fulton (ministre de la Justice):** Je remercie l'honorable député de m'avoir averti de son intention de me poser cette question. Je suis au courant des incidents dont il parle et je tiens à certifier à ceux qu'il représente et à la Chambre que nous continuons à faire enquête sur ces incidents avec tous les moyens à notre disposition.

Quant aux termes précis de la question, je dois signaler que nous ne pourrions intervenir directement qu'à la demande des autorités

provinciales, qui ne nous ont encore adressé aucune requête en ce sens.

Le député sait que tout le problème des Doukhobors a fait récemment l'objet d'entretiens entre le gouvernement de la Colombie-Britannique et nous-mêmes, et les négociations entre les deux gouvernements se poursuivent encore. Je dirai à propos de ces entretiens,—et je ne crois enfreindre aucune entente sur la nature confidentielle des pourparlers,—que les autorités provinciales ont exprimé leur satisfaction au sujet des efforts que fait la police avec les ressources dont elle dispose. Aucune critique n'a été formulée au sujet des méthodes ou procédés qu'emploie la police ni à l'égard de l'intérêt ou de la bonne volonté de celle-ci lorsqu'il s'agit de collaborer avec les autorités provinciales et d'employer tous les procédés dont dispose celle-ci pour mener une enquête et identifier ceux qui ont commis les outrages dont il s'agit.

J'ajouterai que la direction de la Gendarmerie royale, ici, reste toujours en rapport avec l'officier commandant la division E, c'est-à-dire celle du contrat en Colombie-Britannique, afin de savoir s'il désire de l'aide ou de l'appui supplémentaire et, s'il en était ainsi, d'être en mesure de lui fournir cette aide dès que des renforts sembleraient nécessaires.

Je signalerai en outre que si nous ne sommes pas encore en mesure de faire rapport sur les résultats de l'enquête menée au sujet des récents attentats à la bombe perpétrés les dernières 48 heures, cinq arrestations ont été faites à la suite de la série d'attentats commis les derniers quinze jours ailleurs, dans la région de l'Okanagan. Le procès n'a pas encore commencé.

Enfin, monsieur l'Orateur, je puis assurer aux députés et à toute la Chambre, comme je l'ai d'ailleurs déjà fait à l'égard du gouvernement de la Colombie-Britannique, que nous restons toujours prêts à examiner avec sympathie toute demande d'aide spéciale qui nous serait faite afin de régler le problème à l'étude.

**M. H. W. Herridge (Kootenay-Ouest):** Je me permets de poser une question supplémentaire. Le ministre voudrait-il dire à la Chambre s'il y a du nouveau au sujet de l'échange de correspondance entre le gouvernement canadien et celui de la Colombie-Britannique qu'il a mentionné il y a quelques jours?

**L'hon. M. Fulton:** Je n'ai pas encore vérifié ce point aujourd'hui, monsieur l'Orateur, mais hier encore on me disait n'avoir pas reçu d'autres communications à ce sujet. Le député se souviendra que le premier ministre de la Colombie-Britannique a fait savoir